Guido Reil : l’Allemagne doit envisager une stratégie DEXIT

écrit par Nicolas Faure | 6 mai 2023

Guido Reil est membre du groupe parlementaire de l'AfD à l'UE. Son passage du SPD à l'AfD après 26 ans d'adhésion, en raison de sa critique de la position politique du SPD pendant la crise des réfugiés, lui a valu l'attention des médias à l'échelle nationale. Lors des élections européennes de 2019, Reil a été élu en deuxième position sur la liste de l'AfD, derrière Jörg Meuthen. **Il répond ici à nos questions de politique européenne.**

L'Allemagne aurait-elle besoin selon vous d'une stratégie de

DEXIT pour sortir de l'euro ? Pourquoi et dans quelle mesure ?

L'AfD considère que l'Allemagne devrait envisager une stratégie DEXIT pour sortir de l'euro. Nous pensons que l'euro est une erreur de conception qui génère des problèmes économiques et sociaux. Les différences de structures économiques et de politiques financières entre les pays de la zone euro entraînent des déséquilibres qui se font au détriment de l'Allemagne. Un retour à la monnaie nationale permettrait à l'Allemagne de mieux défendre ses propres intérêts économiques et d'assurer la prospérité de ses citoyens.
Le cas échéant, l'Allemagne indiquerait très clairement que sa sortie n'est pas dirigée contre les pays partenaires, mais qu'il s'agit de corriger une dérive catastrophique de l'Euro pour le bien de tous les pays de cette zone monétaire.

L'AfD soutient et encourage les déplacements automobiles individuels comme moyen de déplacement le plus prisé. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

L'AfD soutient le transport motorisé parce qu'il représente une forme de liberté et d'autodétermination pour les citoyens. Le moyen de locomotion automobile offre une flexibilité et une indépendance par rapport aux horaires et aux arrêts transitoires. Nous nous engageons pour le maintien et l'amélioration des infrastructures et encourageons la diversité des modes de locomotion afin de garantir une mobilité durable et respectueuse de l'environnement.
Les émissions de particules fines par les véhicules automobiles à moteur diesel doivent en revanche être réduites – par le progrès de la technique dans le domaine des moteurs et des échappements.

L'AfD défend la liberté et l'autodétermination des nations

européennes. Elle considère qu'une Union Européenne de type étatique, telle qu'elle est prônée par les partis en place, est contre-productive dans l'optique d'une Europe prospère et pacifique.
Quelle est votre vision d'une « meilleure Europe » ?

Une Europe des patries, dans laquelle chaque nation peut conserver sa souveraineté et son identité culturelle, c'est ce à quoi aspire l'AfD. Nous pensons que la coopération entre les pays européens est importante sur le plan économique, politique et culturel, mais qu'elle doit se faire sur la base de l'égalité et du respect mutuel. En revanche, une Union européenne centralisée et bureaucratique fragilise les démocraties nationales et sape le principe de subsidiarité.
Nous refusons donc les « États-Unis d'Europe », autant qu'une Union Européenne comme État fédéral, dont il n'est plus possible de sortir.
Notre objectif est celui d'une Allemagne souveraine, qui garantisse la liberté et la sécurité de ses citoyens, qui encourage la prospérité de ses citoyens et qui contribue à une Europe pacifique et prospère.

L'article 3 de la Loi fondamentale allemande stipule que : ,,Les hommes et les femmes font l'objet d'une égalité de droits. L'État encourage la mise en œuvre effective de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes et œuvre à la suppression des inégalités existantes. Personne ne doit être désavantagé ou privilégié pour des raisons liées au genre ».
Ces mots ont-ils un sens clair et pertinent pour vous ? Dans quel sens ?

L'AfD s'engage pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes et pour une meilleure prise en compte des inégalités. Nous sommes d'avis que l'État se doit de veiller à ce que personne ne soit discriminé en raison de son appartenance sexuelle. Dans le même temps, nous restons

critiques vis-à-vis des approches idéologiques qui mènent à une politique de quotas ou à une préférence pour un groupe sexué, car cela va à l'encontre du sens même de la parité.
Dans un État de droit libéral, l'action de l'État ne peut avoir pour objectif légitime d'imposer des « quotas de genre » dans des sphères de la société délimitées de manière arbitraire. De même, une inégalité de traitement prescrite par la loi ne peut constituer un moyen de parvenir à l'égalité des droits. Les lois qui imposent de telles mesures sont anticonstitutionnelles et doivent être rejetées.

Entretien avec Guido Reil, 28/04/2023

Nicolas Faure, pour Résistante républicaine